

croissance des investissements à long terme provenant de cette source a continué de dépasser celui des États-Unis et du Royaume-Uni. Ces investissements comptaient pour un peu moins de 10% de l'ensemble des investissements étrangers à long terme en 1968, 11.6% en 1970 et approximativement 13.7% en 1973. Environ 47% des investissements à long terme des résidents de ce groupe de pays étaient sous forme d'investissements directs, tandis que 27% étaient placés dans des obligations du gouvernement.

### Investissements étrangers dans l'industrie canadienne

21.5.3

Les investissements étrangers dans l'industrie canadienne se mesurent à la fois par le rapport entre les capitaux étrangers et les capitaux à long terme employés dans certains groupes d'activités économiques et par la proportion de l'ensemble des capitaux employée dans des entreprises contrôlées par des non-résidents. La valeur comptable estimative de l'ensemble des capitaux à long terme employés dans des entreprises non financières s'élevait à \$115.9 milliards à la fin de 1973, ce qui représente une augmentation de 10% sur 1972. Bien que la part des investissements étrangers dans des entreprises canadiennes non financières soit demeurée à 34%, on a observé un déplacement d'un point de pourcentage entre les investissements provenant des États-Unis, qui ont tombé à 27%, et les investissements provenant d'autres pays, qui ont monté à 7%.

Dans le secteur manufacturier, le degré d'appartenance étrangère est resté relativement stable à 53%. La proportion du contrôle étranger en 1973 est également demeurée inchangée (59%). La part des investissements étrangers dans l'industrie du pétrole et du gaz naturel se situait à 58%, soit un point de pourcentage de plus qu'en 1972. Dans l'industrie de l'extraction minière et de la fonte, la proportion de l'appartenance étrangère est demeurée à 56%, tandis que la part des capitaux sous contrôle étranger dans ces deux branches d'activité s'établissait à 76% et 57% respectivement. En ce qui concerne le secteur des services publics où le contrôle étranger est faible, la part des capitaux étrangers dans les sociétés ferroviaires était d'environ 15%, mais 2% seulement des capitaux étaient utilisés dans des entreprises sous contrôle étranger; dans le secteur des autres services publics, les non-résidents possédaient 18% des capitaux à long terme (principalement sous forme de dette consolidée), mais seulement 7% de l'ensemble des capitaux étaient employés dans des entreprises sous contrôle étranger.

### Activité financière, 1975 et 1976

21.6

Au cours de 1976, les secteurs non financiers nationaux ont emprunté plus de \$37.9 milliards sur les marchés financiers, soit \$5.6 milliards de plus que l'année précédente. L'emprunt total de ces secteurs a progressé plus rapidement (17.3%) que le PNB nominal (14.5%), ce qui, par rapport au flux des biens et services finals produits par l'économie canadienne, représente 20.6% du PNB. Ce pourcentage ne diffère pas de celui des deux années précédentes, mais il se maintient à un niveau élevé par rapport à ceux enregistrés dans le passé. Ce fort recours au crédit a soutenu les taux d'intérêt au Canada qui sont demeurés élevés par rapport à ceux des autres pays, et un volume important d'emprunts a débordé sur les marchés financiers étrangers.

**Sommaire des tendances.** L'activité financière au Canada s'est caractérisée, pour l'essentiel, par une augmentation, en pourcentage du total des emprunts, des fonds obtenus par les sociétés privées non financières, une réduction de l'endettement des administrations publiques proprement dites, mais un accroissement de celui des entreprises qui leur sont liées, un léger fléchissement des taux d'intérêt malgré le maintien d'écart importants par rapport aux taux d'intérêts étrangers, un recours accru au secteur étranger comme source de capitaux à long terme pour les emprunteurs canadiens et un ralentissement progressif du taux de